



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

D.G.A. DESAMANTAGE

768 route de Villars
71420 Ciry-Le-Noble

Références : AL/MLM/2026/L_56
Code AIOT : 0100306186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement D.G.A. DESAMANTAGE implanté 1 T RUE DU PUIITS DE ROZELAY 71420 Perrecy-les-Forges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, annoncée la veille au gérant de la société D.G.A. DESAMANTAGE dont l'établissement secondaire est situé 1T rue du puits de Rozelay, fait suite à un signalement concernant l'entreposage de déchets susceptibles de contenir de l'amiante sur un terrain également accessible au 1 impasse de l'industrie à Perrecy-les-Forges.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- D.G.A. DESAMANTAGE

- 1 T RUE DU Puits DE ROZELAY 71420 Perrecy-les-Forges
- Code AIOT : 0100306186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société D.G.A. DESAMIENTAGE, créée en novembre 2024, propose aux particuliers et professionnels des services dans plusieurs domaines, dont ceux de la petite démolition et du désamiantage. Le site accueillant les déchets ayant fait l'objet du signalement se trouve sur les parcelles n° 187 et 188 de la section AD à Perrecy-les-Forges. La société D.G.A. DESAMIENTAGE occupe également un bâtiment (locaux administratifs et stockage de matériel) situé sur la parcelle n°181, en dehors du site initialement ciblé par la visite d'inspection du 26/11/2025, et dispose de la parcelle n°189 située le long du chemin d'accès entre le bâtiment administratif et la parcelle n°188.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un signalement complémentaire a mentionné une problématique de brûlage de déchets à l'air libre. Interrogé sur ce point lors de la visite, le gérant de la société D.G.A. DESAMIANPAGE a confirmé avoir procédé au brûlage de branchages issus de l'entretien des parcelles. L'inspection des installations classées lui a rappelé qu'il ne peut éliminer ainsi ses déchets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Registre des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Demande d'action corrective	1 mois
5	Gestion des véhicule hors d'usage (VHU)	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-22 et R. 543-155-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des installations au titre de la nomenclature des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9 et son annexe	Sans objet
2	Bordereaux de	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suivi des déchets	01/01/2024, article R. 541-45	
4	Conditions d'entreposage des déchets amiantés	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société D.G.A. DESAMANTAGE a entreposé illégalement sur le site des déchets dangereux (déchets amiantés) sans disposer de l'autorisation requise au titre de la législation des ICPE. A l'issue de la visite, il a toutefois rapidement été justifié de leur élimination dans une filière adaptée. Par ailleurs, compte tenu du type de déchets et des conditions d'entreposage, il n'est pas jugé nécessaire de rechercher d'éventuelles pollutions des sols liées à cet entreposage.

En outre, la visite a permis de constater 2 autres non-conformités vis-à-vis des dispositions du code de l'environnement applicables en matière de gestion des déchets : absence des registres des déchets non dangereux et réception et entreposage d'un véhicule hors d'usage.

Ces constats ne portent pas sur une ICPE et le préfet n'est pas l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente. Le présent rapport sera donc transmis au maire de la commune de Perrecy-les-Forges, qui pourra si nécessaire faire application des pouvoirs de police administrative qu'il détient en application des articles L. 541-3 et L. 541-21-4 du code de l'environnement (ou transmettre ce rapport au président du groupement de collectivités auquel il aurait transféré ses prérogatives).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations au titre de la nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9 et son annexe
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Code de l'environnement, article R.511-9</u> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><u>Code de l'environnement, articles L512-1, L512-7 et L512-8</u> - Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation [...] est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. - Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les</p>

prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.

Rubrique 2718

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, [...]

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t [...] : Autorisation
2. Autres cas : Déclaration avec contrôle

Constats :

Rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE

L'inspection des installations classées a constaté la présence, dans le bâtiment situé sur la parcelle n°188 et sur un sol revêtu, de 7 palettes et 3 big bags de déchets amiantés. Le gérant de la société D.G.A. DESAMANTAGE a précisé que ces déchets sont issus d'un chantier réalisé pour la commune de Bourbon-Lancy en septembre 2025. Du fait d'un retard de paiement de la facture de ce chantier, il ne disposait pas encore des fonds nécessaires pour faire assurer la gestion de ces déchets conformément à la réglementation. D'après les informations des bordereaux de suivi qu'il a présenté lors de la visite, la quantité entreposée est estimée à 7,5 tonnes.

Suite à la visite, par courriel du 01/12/2025, il a transmis des photographies et les bordereaux de suivi signés permettant de justifier de l'élimination finale de ces déchets dans une filière adaptée. La quantité mesurée par l'installation de destination est de 3,92 tonnes, très inférieure à celle estimée avant expédition mais restant supérieure au seuil d'autorisation de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE.

Constat n°20251126-1 - non-conformité : la société D.G.A. DESAMANTAGE a entreposé sur le site des déchets dangereux sans disposer de l'autorisation requise au titre de la législation des ICPE.

Toutefois, le gérant s'est mis en conformité en faisant évacuer ces déchets. Il n'est donc pas proposé de suites administratives. Par ailleurs compte tenu du type de déchets (EPI de chantiers, bois contaminés, plaques de fibrociment et ardoises) et des conditions d'entreposage (sous emballage, à l'abri et sur sol revêtu), il n'est pas jugé nécessaire de rechercher d'éventuelles pollutions des sols liées à cet entreposage.

Autres rubriques de la nomenclature des ICPE

Le gérant a indiqué qu'il a acquis les terrains concernés et le bâtiment qui s'y trouve en janvier 2024, qu'il a déjà fait évacuer une quantité importante de déchets qui s'y trouvaient.

Il a ajouté qu'il utilise ces terrains pour entreposer des déchets issus de chantiers, notamment d'entretien d'espaces verts. Il a précisé que cet entreposage ne porte pas sur des déchets issus de chantiers de désamiantage, excepté celui de septembre 2025 mentionné ci-avant.

L'inspection des installations classées n'a pas constaté sur les terrains visités, en lien avec l'entreposage de ces déchets ou ceux déjà présents sur les terrains et progressivement évacués, d'autres activités dépassant les seuils de la nomenclature des ICPE. En particulier :

- rubrique 2713 : la surface occupée par des déchets de métaux est inférieure à 100 m²,
- rubriques 2714 et 2716 : le volume de déchets de bois ou d'autres déchets non dangereux non inertes est inférieur à 100 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ».</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Trackdéchets est la plateforme réglementaire, développée par le Ministère de la Transition Écologique, permettant de dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux. Les bordereaux de suivi de déchets dangereux, dont les bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA), doivent être émis et complétés sur cette plateforme.</p> <p>La société D.G.A. DESAMIANPAGE est inscrite sur Trackdéchets depuis le 11/03/2025, sous le SIRET de son siège social 93782109800012 (différent du SIRET de l'établissement secondaire faisant l'objet de la visite d'inspection du 26/11/2025), pour les profils de producteur de déchets et d'entreprise de travaux.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté les données issues de Trackdéchets à la date du 25/11/2025 et a constaté 3 BSDA signés par le producteur des déchets et par l'entreprise de travaux, mais non signés par un transporteur. Il s'agit des 3 lots de déchets amiantés entreposés dans le bâtiment situé sur la parcelle n°188, dont l'élimination finale dans une filière adaptée a été justifiée postérieurement à la visite (cf. fiche de constat précédente).</p> <p>Par ailleurs, 2 BSDA sont signés par le producteur des déchets, mais non signés par l'entreprise de travaux. Le gérant a expliqué qu'il s'agit de BSDA dupliqués par erreur, et a présenté les BSDA « initiaux » qui sont effectivement identiques. Postérieurement à la visite, le gérant a fait supprimer les BSDA dupliqués émis par erreur.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'autres anomalies dans les données consultées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à</p>

jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets.

[...]

II.- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

[...]

III.- Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

[...]

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

[...]

Constats :

Déchets dangereux

S'agissant des déchets amiantés, en renseignant les données de traçabilité requises dans Trackdéchets (BSDA), la société D.G.A. DESAMIENTAGE satisfait aux obligations mentionnées à l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

Déchets non dangereux

Concernant les déchets non dangereux, la société D.G.A. DESAMIENTAGE doit disposer des registres chronologiques dont le contenu est fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021, sauf à choisir de renseigner les données de traçabilité des déchets non dangereux sur Trackdéchets. Cette obligation est applicable indépendamment d'un éventuel classement des installations au titre de la législation des ICPE, notamment s'agissant des déchets non dangereux issus de chantiers et entreposés sur le site (cf. fiche de constat n°1).

Constat n°20251126-2 - non-conformité : s'agissant des déchets non dangereux, la société D.G.A. DESAMIENTAGE ne dispose pas du registre des déchets entrants, du registre des déchets sortants et du registre des déchets transportés requis en application des dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Autorité titulaire du pouvoir de police compétente

La société D.G.A. DESAMIENTAGE ayant cessé d'entreposer des déchets dangereux sur le site (cf. fiche de constat n°1), ce constat ne porte plus sur une installation classée pour la protection de l'environnement. Dès lors, le préfet n'est pas l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente. Le présent rapport sera donc transmis au maire de la commune de Perrecy-les-Forges, qui pourra

si nécessaire faire application des pouvoirs de police administrative qu'il détient en application de l'article L. 541-3 du code de l'environnement (ou transmettre ce rapport au président du groupement de collectivités auquel il aurait transféré ses prérogatives).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°20251126-2 : La société D.G.A. DESAMANTAGE doit mettre en place les registres chronologiques des déchets non dangereux requis en application des dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Le gérant peut toutefois choisir de satisfaire à cette obligation en renseignant volontairement les données de traçabilité des déchets non dangereux sur Trackdéchets (en complément des données relatives aux déchets dangereux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions d'entreposage des déchets amiantés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-7-1

Thème(s) : Risques chroniques, Emballage et étiquetage des déchets

Prescription contrôlée :

Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les déchets amiantés entreposés dans le bâtiment situé sur la parcelle n° 188 le jour de la visite étaient correctement emballés et étiquetés, selon les conditions spécifiques à ce type de déchet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des véhicule hors d'usage (VHU)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-22 et R. 543-155-1

Thème(s) : Risques chroniques, Véhicules hors d'usage

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement, article L. 541-22

Pour certaines des catégories de déchets précisées par décret, l'administration fixe, sur tout ou partie du territoire national, les conditions d'exercice de l'activité de gestion des déchets. Ces mêmes catégories de déchets ne peuvent être traitées que dans les installations pour lesquelles l'exploitant est titulaire d'un agrément de l'administration. Elles cessent de pouvoir être traitées dans les installations existantes pour lesquelles cet agrément n'a pas été accordé à la date d'entrée en vigueur fixée par le décret prévu au précédent alinéa.

Code de l'environnement, article R. 543-155-1

I. Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage.

Toutefois, les centres VHU titulaires d'un agrément délivré avant le 1er janvier 2025 qui ne sont pas soumis à enregistrement au titre de la rubrique mentionnée au précédent alinéa peuvent réceptionner des véhicules hors d'usage, tant que cet agrément n'est pas retiré ou suspendu dans les conditions prévues à l'article R. 515-38.

Constats :

Lors du cheminement depuis le bâtiment administratif situé sur la parcelle n°181, l'inspection des installations classées a constaté un véhicule hors d'usage (VHU) entreposé sur la parcelle n° 189, à proximité du portail d'accès au site faisant l'objet du contrôle (parcelles n°187 et 188). Le gérant de la société D.G.A. DESAMANTAGE a déclaré que ce VHU appartient à son frère, qui souhaite en récupérer des pièces détachées. Cette information n'a pas été vérifiée lors la visite.

Constat n°20251126-3 - non-conformité : Le gérant de la société D.G.A. DESAMANTAGE a réceptionné un VHU sans disposer d'une installation enregistrée au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE ou d'un agrément délivré par le préfet avant le 1er janvier 2025.

L'installation en elle-même n'est pas soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2712, sa surface étant inférieure à 100 m². De plus, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'indices laissant supposer que d'autres VHU ont été réceptionnés ou que des opérations de dépollution et traitement de VHU sont menées sur place. Il n'est donc pas considéré que l'exploitant exerce à proprement parler une activité de centre VHU.

Pour autant, le VHU constaté le jour de la visite est un déchet dangereux - non dépollué – dont l'entreposage est susceptible de porter atteinte à l'environnement, d'autant plus qu'il est réalisé sans précaution particulière vis-à-vis du risque de pollution des sols.

Autorité titulaire du pouvoir de police compétente

Ce constat ne porte pas sur une installation classée pour la protection de l'environnement. Dès lors, le préfet n'est pas l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente. S'agissant d'un VHU unique et non de l'exploitation d'un centre VHU, il n'est pas proposé au préfet de faire application des dispositions de l'article L. 514-4 du code de l'environnement.

Le présent rapport sera donc transmis au maire de la commune de Perrecy-les-Forges, qui pourra si nécessaire faire application des pouvoirs de police administrative qu'il détient en application de l'article L.541-21-4 du code de l'environnement, notamment son point I :

"I. Lorsqu'il est constaté qu'un véhicule stocké sur une propriété privée semble être privé des éléments indispensables à son utilisation normale et semble insusceptible de réparation immédiate [...], et que ce véhicule peut constituer une atteinte grave à la santé ou à la salubrité publiques [...], peut contribuer à la survenance d'un risque sanitaire grave ou peut constituer une atteinte grave à l'environnement, le maire met en demeure le maître des lieux de faire cesser l'atteinte à l'environnement, à la santé ou à la salubrité publiques, notamment en remettant le véhicule à un centre de véhicules hors d'usage agréé, dans un délai qui ne peut être inférieur à dix jours, sauf en cas d'urgence".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°20251126-3 : Le gérant de la société D.G.A. DESAMIENTAGE doit faire évacuer le véhicule hors d'usage et le remettre à un centre de véhicules hors d'usage disposant d'un enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE ou d'un agrément délivré par le préfet avant le 1er janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois